



## De l'école à l'emploi en région Paca

PAR CÉCILE REVEILLE - DONGRADI,  
CHARGÉE D'ÉTUDES INSERTION ET  
TRAJECTOIRES DE L'ORM

CE MÉMO EST LA SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE ORM,  
**QUAND L'ÉCOLE EST FINIE EN PACA...**,  
COLLECTION "ÉTUDES", N°5, MARSEILLE,  
AVRIL 2004.

LES GRAPHIQUES PRÉSENTÉS DANS CE  
DOCUMENT ONT ÉTÉ ÉLABORÉS PAR L'ORM  
À PARTIR DES DONNÉES GÉNÉRATION 98  
DU CÉREQ.

67 % DES SORTANTS N'ONT PAS OBTENU DE  
DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN  
PACA, CONTRE 63 % EN FRANCE.

**Le suivi sur trois ans du parcours des jeunes sortant du système éducatif confirme que l'insertion professionnelle est souvent un chemin semé d'obstacles. Il est vrai que la plupart de ces jeunes finiront par trouver un emploi, pour la moitié même le premier sera le bon. Bien sûr les obstacles se lèvent pour ceux dont le niveau d'étude est le plus élevé ou pour ceux qui ont ciblé, assez tôt, une formation professionnalisée. Toutefois, le chômage devient une expérience partagée par de nombreux jeunes (près d'un sur deux) et la stabilisation dans l'emploi est d'autant plus tardive que l'essentiel des postes offerts en région se trouvent dans les secteurs des services où les mouvements de main-d'œuvre sont importants. Enfin, certains jeunes cumulent les handicaps : ceux sortis de l'école sans qualification reconnue mais aussi, d'une manière générale, les jeunes filles. Dans ces conditions, les emplois aidés, très développés en région, jouent un rôle régulateur et les dispositifs de formation existants constituent pour les jeunes en difficulté d'insertion l'opportunité de redéfinir leur projet professionnel.**

### PRESQUE HUIT JEUNES SUR DIX EN EMPLOI

Tous n'y arrivent pas à la même vitesse, mais trois ans après leur sortie de l'école, près de huit jeunes sur dix sont en emploi (graphique 1). Cela reste légèrement moins fréquent qu'au niveau national. Deux principaux facteurs expliquent cet écart.

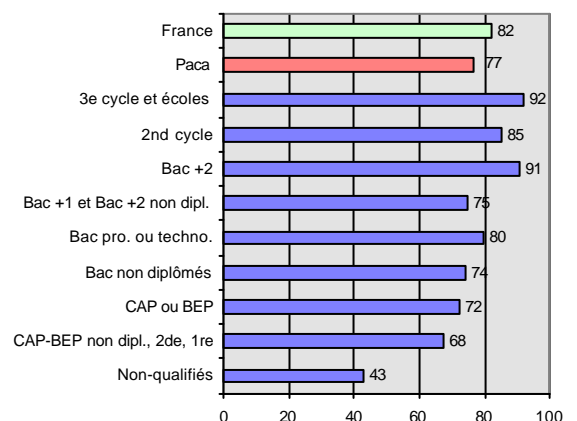
Le premier relève du contexte social et de la structure économique. Le poids plus important de la précarité sociale, le taux de chômage élevé, le système d'emploi plus saisonnier, ont un fort impact sur l'insertion au début de la vie active en région.

Le deuxième facteur, très lié au premier, relève des caractéristiques de la formation suivie. Le niveau d'études acquis en est un aspect. En général, plus le niveau s'élève, plus les chances d'insertion sont meilleures. Or les jeunes quittent très majoritairement le système éducatif au niveau de l'enseignement secondaire, plus encore en région qu'en France. La finalité du diplôme obtenu est l'autre aspect important. À niveau de formation équivalent, les sortants de la voie professionnelle accèdent plus fortement à l'emploi. Or les jeunes régionaux sont plus souvent issus de la voie générale.

### UNE ATTIRANCE POUR LES FILIÈRES GÉNÉRALES

À l'issue de la classe de troisième, les élèves sont proportionnellement plus nombreux qu'en moyenne nationale à s'orienter vers la voie générale. Mais l'on remarque que les sorties avant l'obtention du Bac sont plus fréquentes. Le même phénomène se reproduit au sein de l'enseignement supérieur. Continuant leurs études plus souvent à l'université qu'en filières courtes (BTS et IUT), la part des sortants de l'enseignement supérieur sans diplôme reste importante. Enfin, le nombre de jeunes sortant de l'école sans qualification reconnue atteint les mêmes proportions en Paca et en France.

Graphique 1 : Part des jeunes actifs en emploi en juin 2001 (%)





# De l'école à l'emploi en région Paca

8 % DES JEUNES SORTENT NON QUALIFIÉS DU SYSTÈME ÉDUCATIF, EN PACA COMME EN FRANCE.

73 % DES NON-QUALIFIÉS ONT UN PREMIER EMPLOI À DURÉE DÉTERMINÉE, CONTRE 44 % DES 3<sup>E</sup> CYCLE.

UN EMPLOI À DURÉE DÉTERMINÉE (EDD) EST UN EMPLOI SOUS CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE CLASSIQUE, EN INTÉRIM OU EN EMPLOI AIDÉ, C'EST-À-DIRE RELEVANT DES MESURES PUBLIQUES (EMPLOI - JEUNES, CES, CONTRAT DE QUALIFICATION, D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE).

39 % DES NON-QUALIFIÉS SONT EN EMPLOI À DURÉE INDÉTERMINÉE EN 2001 EN PACA, CONTRE 42 % EN FRANCE.

UN EMPLOI À DURÉE INDÉTERMINÉE (EDI) EST UN EMPLOI SOUS CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE OU SOUS STATUT DE FONCTIONNAIRE.

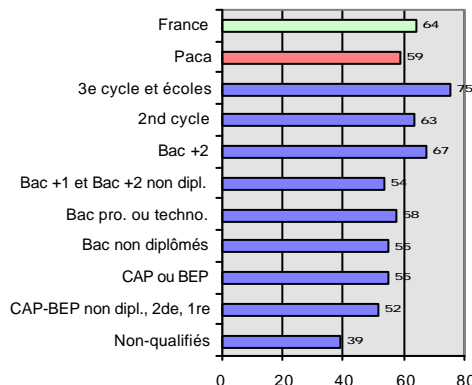
Mais à cause d'une plus forte concurrence entre demandeurs d'emploi, ils sont davantage pénalisés lors de leur entrée sur le marché du travail.

Les jeunes et leurs familles ont donc tendance à repousser l'entrée dans la filière professionnelle, qui n'est peut-être encore pas assez développée en région. Ce phénomène semble participer du processus de décalage de l'âge de scolarisation en Paca. En effet, le taux de scolarisation des jeunes de 20 à 24 ans est plus élevé en région, sans pour autant que le nombre de jeunes dans l'enseignement supérieur y soit plus important. Tout se passe comme s'ils restaient attachés au Bac général, quitte ensuite, pour bon nombre d'entre eux, à abandonner prématurément des études supérieures. Si la réputation des filières professionnelles et même technologiques, reste à faire, la question de leur renforcement est aussi posée.

## POUR LA MOITIÉ DES JEUNES, LA PREMIÈRE INSERTION EST LA BONNE

Qu'il soit direct ou non, l'accès durable à l'emploi concerne sept jeunes sur dix en région. L'emploi des jeunes en début de vie active est d'autant plus stable et le temps d'accès au premier emploi est d'autant plus court que leur niveau d'étude est élevé. Le temps partiel, ou les contrats de courte durée, sont des situations d'emploi fréquentes pour les jeunes en région. Ceux-ci sont moins concernés que dans l'ensemble de la France par l'intérim, ce qui tient à une présence moindre de l'industrie. En revanche, ils se sont vus proposer davantage d'emplois aidés, notamment des contrats emploi - jeune.

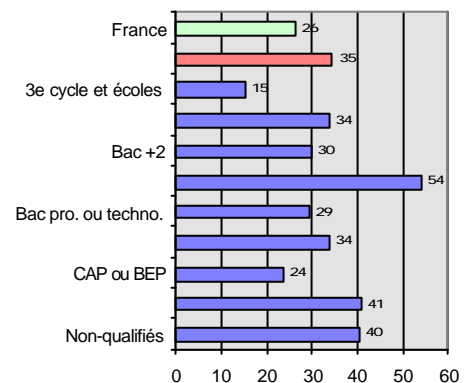
Graphique 2 : Part des jeunes en emplois à durée indéterminée en juin 2001 (%)



Les conditions d'emploi s'améliorent avec le temps. Trois ans après leur sortie, les emplois à durée déterminée sont moins fréquents (graphiques 2 et 3). Mais les jeunes sans qualification reconnue qui se trouvent en emploi, bénéficient moins souvent d'un poste stable que dans le reste de la France.

Les types de contrats proposés aux jeunes sont liés à la place dominante en région des petites entreprises, ainsi qu'au phénomène de saisonnalité plus prégnant qu'ailleurs compte tenu de l'importance des activités liées au tourisme. Bon nombre d'employeurs sont très dépendants des fluctuations du marché et se trouvent en difficulté pour anticiper leur gestion des ressources humaines sur le long terme. Cela peut expliquer le poids plus fort des contrats à durée déterminée ou à temps partiel et des niveaux de rémunération inférieurs à l'ensemble de la France.

Graphique 3 : Part des jeunes en emplois aidés parmi les emplois à durée déterminée en juin 2001 (%)



## BANALISATION DU CHÔMAGE EN DÉBUT DE VIE ACTIVE

Les périodes de chômage ou d'inactivité font partie intégrante des parcours et le passage par le statut de demandeur d'emploi à la sortie du système éducatif devient une expérience qui se banalise (graphique 4). Très souvent d'une durée limitée, ces périodes sont mises à profit pour rechercher un emploi. Si la situation au chômage est en lien avec le niveau et la spécialité de formation, ce n'est pas le cas de l'inactivité, qui concerne tous les niveaux de formation.

Parmi les jeunes ayant connu le chômage, deux tiers d'entre eux ne se sont retrouvés dans cette situation

qu'une seule fois au cours des trois ans de leur parcours. Toutefois, la durée cumulée de chômage sur le parcours est généralement plus longue qu'en France. Les jeunes en Paca sont ainsi plus fortement confrontés au chômage qu'au niveau national.

Lorsqu'ils sont au chômage, les jeunes recourent massivement aux structures d'accompagnement vers l'emploi. Parallèlement, ils contactent des employeurs et répondent à des offres, ce qui les conduit, dans six cas sur dix, à un entretien d'embauche. Les périodes de chômage, plus longues qu'en moyenne nationale, se vérifient aussi pour les plus diplômés. Cela tient très certainement à l'attractivité de la région, qui reste importante pour les cadres supérieurs.

Plus d'un tiers des jeunes bénéficiaires de stages de formation ont été orientés par les missions locales ou l'ANPE. Dans presque un cas sur deux, ces stages de formation sont motivés par l'acquisition d'un métier ou d'un diplôme (graphique 5). Les retours en apprentissage après interruption de la scolarité sont peu fréquents (parmi les contrats aidés, un contrat d'apprentissage pour quatre contrats emploi - jeune).

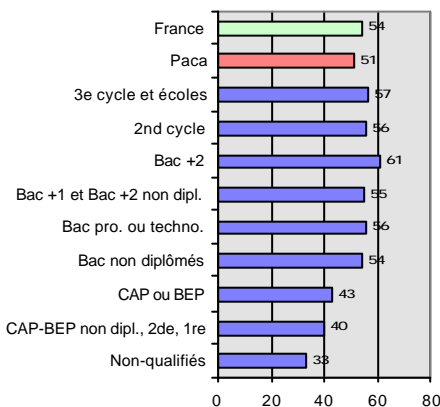
Trois ans après être sortis du système éducatif, les jeunes non diplômés de leurs études post Bac se situent davantage dans une stratégie de réorientation. Les jeunes sans qualification reconnue, quant à eux, cherchent plutôt des formations qui leur donneront rapidement un avantage sur le marché du travail.

LE TAUX DE CHÔMAGE EN 2001 EST DE 15% POUR LES SORTANTS DE PACA, CONTRE 11% POUR LA FRANCE.

7% DES NON-QUALIFIÉS SONT EN REPRISE D'ÉTUDES OU EN FORMATION EN 2001, CONTRE 12% DES BAC +1 ET BAC +2 NON DIPLÔMÉS.

37% DES FILLES SORTENT AVEC UN DIPLÔME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN 1998, CONTRE 28% DES GARÇONS.

**Graphique 4 : Part des jeunes n'ayant connu aucune période de chômage (%)**



**LA REPRISE DE FORMATION : UNE SECONDE CHANCE**

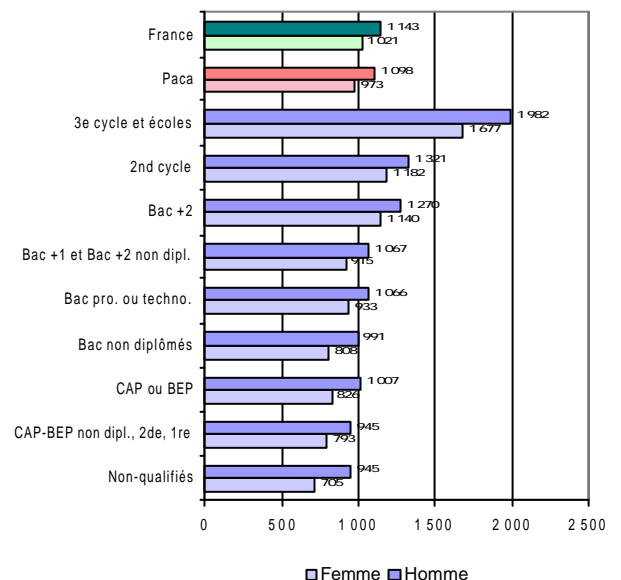
Ce sont plutôt les jeunes sortant sans diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur qui reprennent des études ou suivent des stages de formation. Mais globalement, peu de jeunes sont dans ce cas. La reprise d'étude à temps plein tente plutôt les jeunes qui sortent non diplômés de leur études post Bac, alors que les stages de formation sont plus volontiers suivis par les jeunes qui sortent sans qualification reconnue.

Dans l'ensemble, les jeunes filles sortent plus souvent diplômées du supérieur que les garçons, à l'exception du niveau le plus élevé (3<sup>e</sup> cycle). Elles se portent plus sur les filières tertiaires, au dépend des formations industrielles, ce qui correspondrait à l'offre régionale d'emploi. Pourtant, bien que la main-d'œuvre féminine profite de la croissance de l'emploi, les jeunes filles sont davantage confrontées au chômage que les jeunes garçons. Dans ces conditions, on comprend que la priorité à l'obtention d'un emploi stable soit encore plus marquée chez les jeunes filles.

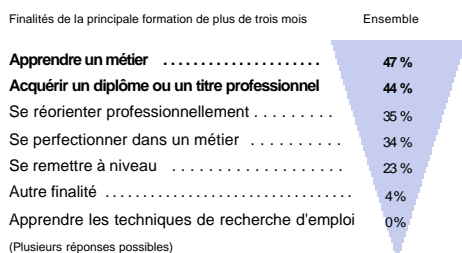
Trois ans après leur sortie, les filles sont presque trois fois plus en emploi à temps partiel que les garçons. Il en est de même pour les postes d'intérimaires. Enfin, à même niveau d'étude, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes demeure important (77 euros au premier emploi), et s'amplifie avec la stabilisation dans l'emploi (125 euros trois ans après, graphique 6).

22% DES FILLES SONT EN EMPLOI À TEMPS PARTIEL EN 2001, CONTRE 8% DES GARÇONS.

**Graphique 6 : Salaire médian de l'emploi occupé par sexe en juin 2001 en Paca (en euros)**



**Graphique 5 : Pour quelles raisons se former ?**



**CINQ SECTEURS D'ACTIVITÉ CONCENTRENT L'ESSENTIEL DES PREMIERS EMPLOIS**

Malgré la diversité de l'économie régionale, les premiers emplois des jeunes sont concentrés sur cinq secteurs. Ceux-ci relèvent des activités de services, qui concernent plus de deux tiers de l'emploi total en région (graphique 7).

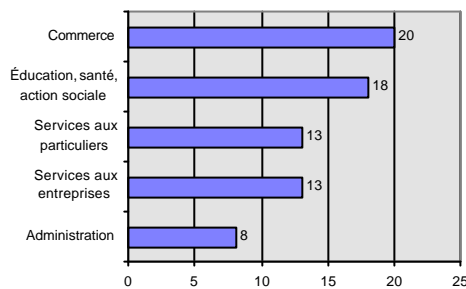
Un jeune sur trois vivra sa première expérience

SI 12 % DES SORTANTS NON QUALIFIÉS TROUVENT LEUR PREMIER EMPLOI DANS LE SECTEUR DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, ILS NE SONT PLUS QUE 5 % TROIS ANS APRÈS.

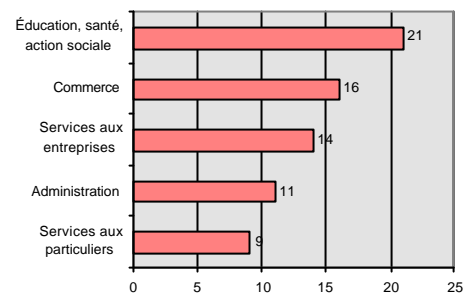
professionnelle dans le commerce ou le services aux particuliers. Si ces secteurs n'arrivent pas à retenir une bonne partie d'entre eux (graphique 8), les jeunes qui resteront se verront proposer des contrats à durée indéterminée. Le commerce, mais aussi les services aux entreprises, contribuent donc, en région, à la stabilisation des jeunes dans l'emploi. En revanche, il peut y avoir un temps d'attente pour entrer dans l'administration ou dans les services de l'éducation et de la santé, sans pour autant que le statut espéré soit garanti puisque souvent les jeunes devront accepter des contrats provisoires. En occupant une place de moins en moins significative,

l'agriculture et l'industrie ne peuvent plus, en région, jouer leur rôle d'accueil d'une main-d'œuvre sans qualification reconnue. Même si les secteurs industriels demeurent, les postes d'ouvriers non qualifiés et de non-salariés (artisans, agriculteurs et commerçants) ont nettement diminué ces dernières années. Les jeunes sortant sans diplôme de l'école doivent donc se tourner vers les services, où ils se trouveront en concurrence à la fois avec les jeunes ayant des premiers niveaux de qualification et avec les personnes pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle.

Graphique 7 : Les cinq secteurs d'activité du premier employeur les plus importants (%)



Graphique 8 : Les cinq secteurs d'activité les plus importants en juin 2001 (%)



#### Note méthodologique

Au printemps 2001, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) a interrogé un échantillon représentatif de 54 000 jeunes correspondant à une population réelle de 742 000 individus ayant quitté le système éducatif trois ans plus tôt. Cette enquête concerne toutes les sorties, quels que soient les niveaux et les spécialités de formation. Conduite dans toute la France et intitulée "Génération 98", elle a pour objectif d'analyser les premières années de la vie active au regard de la formation initiale.

L'étude nationale du Céreq a fait l'objet d'une extension en Provence - Alpes - Côte d'Azur. Un échantillon représentatif de 5 800 jeunes ayant été formés dans la région, a donc été interrogé. Ils ont alors renseigné un calendrier sur leur situation, mois par mois et pour les trois ans ayant suivi leur sortie du système éducatif en juin 1998. On connaît ainsi, pour une population correspondant aux 50 000 jeunes sortis de l'école cette année-là en Paca, la succession des séquences

d'emploi, de chômage ou d'inactivité, de formation ou de reprise d'études entre juin 1998 et juin 2001. Une information relative à chacune de ces séquences permet d'apprécier la diversité des parcours de ces jeunes.

Cette extension de l'enquête nationale a été réalisée grâce au financement conjoint du Conseil régional, de la Direction régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle (DRTEFP) et de l'université de Nice. Ces moyens importants ont permis de travailler sur un échantillon bien structuré, où tous les niveaux sont représentés.

Un groupe technique a été constitué pour travailler sur cette enquête. Il a rassemblé les financeurs, mais aussi des partenaires du monde de la recherche avec le Centre associé Céreq de la région Paca<sup>1</sup>, ainsi que l'Insee. L'ORM a été mandaté par le Conseil régional et la DRTEFP pour exploiter cette extension. L'université de Nice, à travers le laboratoire du SOLIIS-URMIS, a quant à elle déjà réalisé une étude sur le thème : enseignement supérieur et discrimination<sup>2</sup>.

1 Le Centre régional associé est hébergé en Paca par le Lest, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (Aix-en-Provence) Unité mixte de recherche CNRS, universités de la Méditerranée et de Provence.

2 FRICKEY Alain, Les jeunes de Paca sortis de l'enseignement supérieur en 1998 : parcours d'insertion et emplois, CNRS UNSA, SOLIIS URMIS OVE UNSA, Nice, mai 2003.

GÉNÉRATION 98 EN FRANCE, CE SONT 742 000 SORTANTS DU SYSTÈME ÉDUCATIF. EN PACA, CELA REPRÉSENTE 50 000 SORTANTS.